

2 Politique

PDG/Conseil provincial de l'Ogooué-Maritime/Ouverture Pour des réformes constructives et positives en faveur de l'intérêt général du parti



Le SG entouré de quelques hiérarques du PDG.



Vue des militants et cadres.

René AKONE DZOPE

Port-Gentil/Gabon

C'EST donc par l'Ogooué-Maritime que le Parti démocratique gabonais (PDG), a inauguré sa série de conseils provinciaux, en prévision de son XIe congrès extraordinaire prévu à Libreville au début du mois de décembre prochain. La salle polyvalente de la foire municipale Pierre-Louis Agondjo Okawé de Port-Gentil a abrité les travaux qui se sont achevés hier, au terme de 48 heures d'intense activité relevée par la présence notamment du secrétaire général du parti, Eric Dodo Bounguendza, du membre du Comité permanent du Bureau politique, Michel Essonghe et bien d'autres cadres. La grande ferveur militante qui caractérise cette formation politique n'a pas failli.

De ce rendez-vous, ainsi

que l'a rappelé Eric Dodo Bounguendza, sont attendues des réformes constructives et positives dans l'intérêt général du parti et de l'ensemble des militants. Un exercice qui, a-t-il prévenu, n'est pas réservé à (nos) intérêts individuels ou personnels. Selon l'orateur, l'unité a toujours été l'étoile vers laquelle le parti n'a jamais accepté de s'éloigner. Les présentes assises et le prochain congrès doivent les ramener, a-t-il soutenu, à ce socle indispensable qu'est l'unité. "Nous constituons une grande famille politique. Comme dans toute grande famille, il y a forcément des désaccords, mais les accords finissent toujours par l'emporter lorsque nous avons à l'esprit la préservation de l'unité et de la dignité de la famille", a poursuivi le secrétaire général du PDG.

Il a invité à interpeller les conscience et non les personnes car à ses yeux, la plus grande interpellation

porteuse est celle adressée à la conscience et non à la personne elle-même. "Notre parti est un grand parti. Gardons-le grand. Ne le rapetissons pas, parce que nous croyons être individuellement au cœur de son dispositif. Seul le Distingué camarade est au cœur du dispositif", a prévenu le SG du PDG. D'après lui, ce parti qui nous parle tous les jours pour nous dire : "Que faites-vous de moi?", ou encore : "Pourquoi vous me faites ça", ou encore : "Que vous ai-je fait pour me faire ça?". Trois questions fondamentales qui ont guidé les travaux. Premier animateur du PDG dans la province, Bernard Apérano a estimé que ce conseil provincial venait à point nommé et doit être l'occasion, selon lui, pour chaque militant, d'apporter sa contribution, afin de garantir à leur "Distingué camarade" une majorité confortable à l'Assemblée nationale, lui permettant de présider

sereinement aux destinées du pays. Membre du Conseil consultatif des sages, Martial Mboumba pense que "nos camarades ont bien compris que la renaissance de notre grand parti des masses et d'élite, sa régénération et sa revitalisation dépendent strictement de la qualité des hommes et des femmes qui le constituent, des statuts et du règlement intérieur dont ils se dotent ainsi que de la qualité de la gouvernance qu'il s'imposent".

Au terme de cette phase purement protocolaire, le bureau des travaux, présidé par Zéphirin Rayita, a été installé. Puis ont débuté les travaux dans les six commissions, à savoir : "Financement du PDG", "Politique économique, sociale, culture et environnement", "Rapport PDG, autres partis et mouvements associatifs", "Politique générale et cadre institutionnel", "Communication et marketing", "Rapport PDG/diaspora".

Opposition/CNP

Jean Ping édifie la presse sur plusieurs sujets d'actualité

C. O.

Libreville/Gabon

LE président de la Coalition pour la nouvelle République (CNR), Jean Ping, était vendredi dernier face à la presse nationale et internationale, à la faveur d'un petit déjeuner de presse à son domicile des Charbonnages, dans le 1er arrondissement de Libreville. Occasion pour lui de revenir sur plusieurs sujets d'actualité, entre autres la descente à son domicile d'un huissier de Justice accompagné de plusieurs agents des forces de l'ordre dont certains en cagoules, la santé de la CNR, la place de la France dans la "résistance" que son camp mène depuis plus d'un an maintenant...

S'agissant du premier sujet, l'ancien principal candidat de l'opposition à la Présidentielle de 2016 a dit que l'initiative de l'huissier de Justice était consécutive à une décision du tribunal de Libreville suite à la plainte contre lui pour diffamation de la part de Patrick Hervé Opiangah. Selon lui, 200 000 000 F Cfa ont déjà été saisis, dans cette affaire ; de même, tous ses comptes bancaires sont bloqués ; et maintenant ses adversaires dans cette affaire veulent saisir ses biens, notamment ses voitures, ses maisons, etc. Toutefois, M. Ping a relevé que ce sont les jeunes arrêtés en flagrant de vandalisme chez lui, il y a deux ans, qui, interrogés par le média français RFI avaient cité le nom de M. Opiangah... Sur la CNR, l'hôte des jour-



La presse nationale et internationale autour de Jean Ping lors du petit-déjeuner de presse.

nalistes a déclaré que ce groupement politique "est composé de vrais opposants". Au niveau international, Jean Ping a souligné, plutôt serein, que les dossiers du Gabon à la Cour pénale internationale (CPI) et à l'Union européenne (UE)

suivent leur cours. Non sans rappeler qu'il a demandé aux siens de ne pas faire l'erreur de considérer la France comme étant leur ennemie. "C'est Ali notre ennemi et non la France", a martelé l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA).

Editorial

La diplomatie du mégaphone

Lin-Joël NDEMBET

Libreville / Gabon

A peine lancé, le dialogue politique intensifié entre le Gabon et l'Union européenne (UE) sur les recommandations du Dialogue organisé à Angondjé et celles faites par l'Union européenne à l'issue de la dernière Présidentielle, s'est heurté aux démons de la politique politicienne qu'affectionnent certains acteurs nationaux et hexagonaux, avec la curieuse agitation à laquelle on a eu droit tout récemment. Si cette situation peut trouver justification dans les desseins inavoués de quelques acteurs à évoluer dans le tumulte ambiant, celui-ci tranche, par contre, avec l'idée que se font les spécialistes et praticiens de la diplomatie en général, et la négociation internationale, en particulier.

En la matière, il est de notoriété que la diplomatie et la négociation internationale relèvent fondamentalement de l'univers du secret, au point qu'on parle même, d'une tradition établie de la confidentialité. Fort instruit des vertus de cette tradition feu Omar Bongo Ondimba ne manquait pas d'humour pour railler certaines pratiques aux antipodes aussi bien du métier que de l'art de la diplomatie, en particulier dans le domaine où il excellait, celui de la médiation, notamment internationale. En considérant que se livrer à une communication intempestive en pleine négociation internationale, était de la pure et simple «diplomatie du mégaphone». Un choix qui renvoie soit à un coup politique pour tuer la négociation soit à une pression politique pour se mettre en position de force lors des débats. Dans un cas comme dans l'autre, c'est préparer le lit à l'échec (programmé) de la négociation. Dans quel intérêt ? C'est la question qu'on est en droit de se poser après le communiqué du Représentant de l'Union européenne invitant à la mise en place d'une enquête internationale indépendante pour faire la lumière sur les violences post-électorales et la situation des droits de l'Homme au Gabon. Or, sur cette question, sans revenir sur les arguments imparables du gouvernement gabonais réaffirmant l'existence d'une enquête préliminaire de la Cour pénale internationale (CPI) sur ces événements, l'on est en droit de se demander pour qui roule l'Union européenne dans nos palabres gabonaises et que gagnerait-elle à voir le pays s'embraser ?

Ce n'est un secret pour personne aujourd'hui que sur ce dossier, suite à des informations dignes de foi et des indices concordants que les discours de ces représentants, leurs faits et gestes, durant le processus électoral comme après, vont pour la plupart dans le sens contraire de l'apaisement. On le relève d'ailleurs avec le rapport polémique de la mission d'observation électorale qui constitue encore le bréviaire de ceux qui continuent de contester la victoire d'Ali Bongo Ondimba. Et lorsqu'on apprend que des pressions ont été exercées sur certains acteurs politiques de l'opposition pour les dissuader de participer aux assises d'Angondjé, cette sortie tonitruante, pour ne pas dire l'utilisation du mégaphone par le diplomate européen, participe de la surenchère pour faire capoter les discussions en cours.

Curieusement, c'est au moment où les décisions arrêtées lors de ce Dialogue prennent progressivement une forme juridique, et que la classe politique majoritairement a déjà le regard rivé vers les prochaines échéances électorales, qu'on vient jeter le pavé dans la mare. Il y a lieu de s'interroger sur le sens de cette nouvelle démarche d'intimidation. Alors que ces mêmes instigateurs ferment pudiquement les yeux sur des situations bien plus préoccupantes ailleurs. Il faut être dupe pour ne pas comprendre ce que veut cette organisation. Comme le disait Guillaume Devin dans son ouvrage, «Faire la paix, la part des Organisations internationales», 2009, Presse de Sciences Po : «Mettre de l'huile sur le feu, c'est assurément tout le contraire de ce qui est attendu d'un partenaire qui a vocation à contribuer à la paix positive». Ont-ils compris cela ?